

# PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

## Politique

Les années  
Schwarzenbach  
- Eric Bertinat  
PAGES 1 et 2

## Culture

La mosquée  
cathédrale de Cordoue  
- Mirco Canoci  
PAGE 3

## Politique

L'identité suisse au défi  
- Jean-Pierre Saw  
PAGE 3

## Politique

Suisse-UE :  
«Le moment ne pou-  
vait pas être plus mal  
choisi  
- François Schaller  
PAGE 5

## Société

Humour,  
Arcinfo participe à la  
diversité médiatique  
- Yvan Perrin  
PAGE 5

Ne manquez pas  
notre prochain  
numéro :

## Entretien avec Guy Mettan

Alexandra  
Klucznik-Schaller  
lui a demandé son  
avis à propos d'une  
question essentielle  
sous nos latitudes :  
la neutralité suisse

# Les années Schwarzenbach

**Eric Bertinat** - Le 8 janvier dernier Jean-Marie Le Pen nous a quittés. Le petit monde politico-médiatique français qui ne l'a jamais ménagé n'a pu faire l'impasse sur les 60 ans de sa longue carrière politique. Il fut l'objet d'un incroyable mépris et d'une longue exécution de l'ensemble de ce microcosme. Malheureusement pour eux, le décès du président du Front national a coïncidé avec le scandale insupportable qui s'est passé entre 1980 et 2010, en Angleterre: des milliers de jeunes filles ont été victimes de viols perpétrés par des gangs d'Indo-Pakistanaï. Ces événements d'une gravité sans précédent ont été étouffés par ce même petit monde politico-médiatique au nom du vivre-ensemble.

Jean-Marie Le Pen a incarné la figure la plus controversée de la scène politique française. Pour ceux qui ont vécu ces années et partagé son analyse sur la politique française, et plus particulièrement sur l'immigration, la vie devenait rapidement une survie, qu'elle soit professionnelle ou politique. Malgré sa longue absence ces dernières années, son décès a été commenté longuement dans les médias. Pour de nombreux journalistes, cet exercice mémoriel s'est révélé délicat ; pourtant, certains ont fini par admettre que Le Pen avait raison concernant l'immigration et que sa vision, longtemps vilipendée par les bien-pensants, trouve aujourd'hui un écho dans notre quotidien. Une repentance molle qui fait étrangement écho aux vents mauvais qui soufflent sur leurs confrères britanniques. Comme le souligne Mathieu Bock-Coté dans Le Figaro du 3 janvier : *Les violences issues de la diversité sont plutôt passées sous silence, ou même carrément niées, d'autant qu'elles révèlent que la sécurité et la liberté des femmes sont le prix à payer pour la poursuite de l'aventure multiculturelle.*

## En Suisse, pas mieux !

En Europe, le combat des «bien-pensants» a



été sans pitié contre toute critique d'une immigration incontrôlée. Cette traque acharnée s'est également déroulée en Suisse. Pensez à James Schwarzenbach (1911-1994) ! Né dans la haute bourgeoisie protestante de Zurich et formé comme historien, il a embrassé, jeune homme, le catholicisme et s'est investi dans l'édition. Son anticommunisme ardent et sa défense d'une Suisse indépendante ont jalonné son parcours jusqu'à son élection au Conseil national en 1967, sous l'étiquette de l'*Action nationale*. Il s'est rapidement fait remarquer par ses discours sur l'immigration massive qu'il voyait comme un outil pour des entrepreneurs avarés de main-d'œuvre bon marché. Un patronat qui mis sous influence la droite helvétique, elle-même rapidement sous contrôle par la gauche. Son nom est surtout lié à l'initiative populaire qu'il a lancée en 1970 pour restreindre drastiquement l'immigration en Suisse. Malgré une campagne d'une violence inouïe menée par la classe poli-

suite page 2

# Les années Schwarzenbach

tique, les médias, les secteurs économiques et culturels ainsi que par d'importantes institutions publiques (PTT, CFF, etc.), cette initiative a été rejetée de justesse par le peuple.

Ainsi que le remarque [Dominik Landwehr](#) (1) : *Si le résultat de la votation du 7 juin 1970 en surprit plus d'un, le débat n'était pourtant pas nouveau: depuis l'industrialisation datant du milieu du XIXe siècle, la Suisse avait besoin de main-d'œuvre provenant de l'étranger afin de faire face à l'essor économique et aux besoins croissants de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics, notamment pour la construction des lignes ferroviaires et des tunnels alpins.*

Sur les plateaux télévisés, James Schwarzenbach se démarquait néanmoins par son exemplarité et sa courtoisie lors de chacune de ses interventions. Il s'exprimait avec clarté en français et avançait des arguments précis qui étaient systématiquement qualifiés de racistes et xénophobes. Dans son livre *Jagt sie weg*, le journaliste italien Concetto Vecchio décrit l'atmosphère qui régnait dans la vie familiale de ses parents, alors qu'ils travaillaient en Suisse, mettant en garde leurs enfants avec cette menace : «Sinon Schwarzenbach viendra...»

## LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE N'EST PAS UN VAIN MOT DANS LE CANTON DE VAUD...

*C'est par un NON massif à l'initiative Schwarzenbach que les ouvriers vaudois affirmeront leur opposition à toute discrimination arbitraire. A l'usine, sur un chantier, il n'y a pas de nationalité ! Il n'y a que des hommes unis pour bâtir une œuvre commune.*

**NON à l'initiative Schwarzenbach**

Communiqué

## Un programme qui n'a pas pris une ride

Quoi de plus parlant que de se pencher sur son programme de 1964 ? Le parti dirigé par M. Schwarzenbach présente les bases d'une politique dont la pertinence n'a jamais été aussi évidente et qui aujourd'hui encore est très proche de l'UDC :

1. *En tant que républicains, nous sommes un parti historique, profondément ancré dans la foi chrétienne révélée.*

2. *À une époque où l'humanité est confrontée à la menace du développement débridé de la technologie et au déclin des valeurs spirituelles, tout comme notre État est mis en péril par l'internationalisme politique, économique et idéologique, notre parti s'engage à respecter l'article 2 de notre Constitution fédérale...*

3. *Nous Républicains exigeons un retour immédiat et inconditionnel de la Suisse aux fondements éprouvés de notre politique extérieure : la neutralité permanente et armée. Par conséquent, nous demandons l'abandon de toute adhésion au Marché commun ainsi qu'aux organisations politiques des Nations Unies, ainsi que toute participation de la Suisse à des pactes, traités ou conventions qui seraient incompatibles avec notre neutralité.*

La presse s'opposait fermement à l'idée que l'immigration massive qui se dessinait alors puisse constituer une menace pour l'identité suisse, ainsi que pour sa culture, ses traditions et ses valeurs suisses. À cette époque, seuls les bienfaits de la multiculturalité était indéniablement reconnue dans les colonnes des journaux suisses. Celui qui tenait un discours autre était un homme à abattre, celui qu'il fallait faire taire pour éliminer toute critique d'une politique migratoire illimitée. À ce jour, vous ne trouverez aucune trace de discours ou d'écrits de Schwarzenbach sur internet, hormis de nombreuses critiques le concernant. Seules quelques émissions demeurent accessibles, comme celle diffusée en direct en [octobre 1973](#), où Gaston Nicole et Claude Torracinta dialoguent avec James Schwarzenbach tout en laissant transparaître leur profonde antipathie envers lui.

L'étude de l'immigration en Suisse illustre bien les transformations des politiques migratoires européennes. Les travailleurs saisonniers italiens ont servi de révélateur des tensions entre les besoins économiques et les préoccupations sociales. L'adoption des accords bilatéraux a marqué un tournant, mais les débats sur l'identité nationale et la place de l'islam dans la société suisse ont rapidement pris le relais. Cette évolution témoigne de la complexité des enjeux migratoires, qui dépassent largement les questions économiques.

Tout comme Jean-Marie Le Pen, James Schwarzenbach fut détesté pour son opposition à une immigration idéologique, une immigration non de travail mais de peuplement dès que le regroupement familial fut autorisé, une politique défendue âprement par la gauche et soutenu lâchement par la droite. Tout comme Jean-Marie Le Pen, James Schwarzenbach fut détesté pour son discours dénonçant avec lucidité le recours sans frein aux travailleurs étrangers, à l'époque essentiellement italiens, portugais et espagnols, mais qui n'étaient que le prélude au mondialisme. —

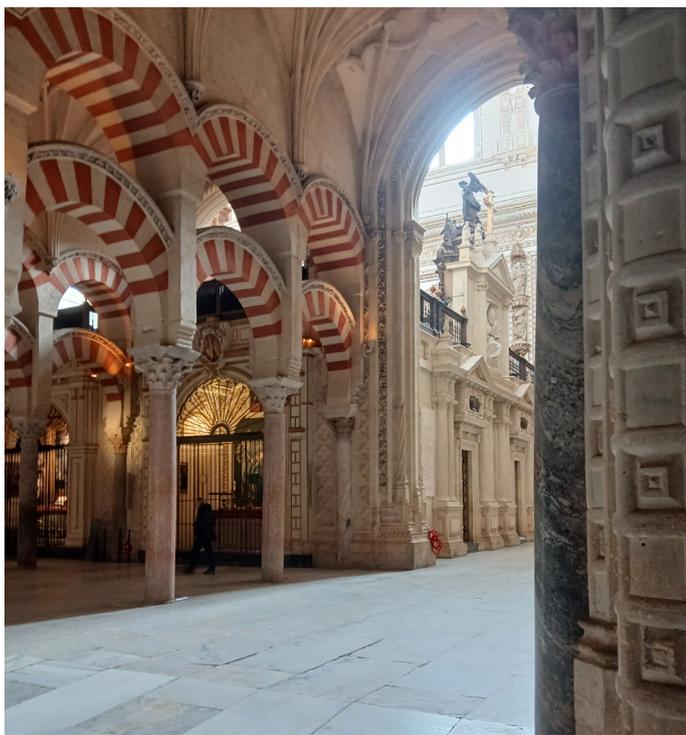


# La mosquée-cathédrale de Cordoue

**Mirco Canoci** - La mosquée cathédrale de Cordoue, appelée également sous son ancien nom «Mosquée de Cordoue» (Mezquita de Cordoba), ainsi que la Catedral de Nuestra Señora de la Asuncion, fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO. À juste titre, car comment ne pas être subjugué par ce mélange de styles tout particulier entre un style califal ainsi que de Renaissance. À travers ce lieu somptueux, c'est tout un pan de l'histoire qui est retranscrit. Du IV<sup>e</sup> siècle à l'an 786, c'est d'abord un diocèse qui érige un sanctuaire dédié à la Vierge. De l'an 786 à l'an 1236, c'est une mosquée, puis elle devient une cathédrale catholique à partir de juin 1236 suite à la reprise de Cordoue par le roi Ferdinand III de Castille. La structure est célèbre pour ses colonnes surmontées d'arcs bicolores en rouge et blanc, qui créent un effet visuel très singulier. Malgré le passage du lieu au catholicisme, l'architecture islamique originelle a été conservée. La mosquée-cathédrale de Cordoue symbolise à elle seule la coexistence et les tensions entre les cultures musulmane et chrétienne au fil des siècles.

Aujourd'hui, la Mosquée-Cathédrale de Cordoue demeure un lieu de prière et de recueillement, mais aussi un symbole puissant de dialogue, d'ouverture et d'entente entre les différentes cultures et traditions religieuses. Elle nous rappelle qu'à travers les différences, l'être humain a toujours cherché la communion avec le divin. Pour les visiteurs, qu'ils soient croyants, agnostiques ou athées, impossible de rester indifférent à un tel chef-d'œuvre architectural. La découverte de ce lieu magique reste universelle et nous permet de découvrir l'histoire à travers un lieu religieux.

Ces vestiges du passé nous permettent de mieux comprendre le présent et nous permettent de rentrer dans une histoire vivante où chaque pierre, chaque édifice, raconte le dialogue des croyants qui ont cherché Dieu depuis des siècles. Une œuvre qui restera, je l'espère, bien présente encore durant des siècles et des siècles. Un lieu porteur d'avenir ! —



# L'identité suisse au défi

**Jean-Pierre Saw** - Ce titre intrigant introduit le dernier ouvrage de Paul Widmer<sup>1</sup>, ancien ambassadeur suisse et auteur de nombreux écrits sur la diplomatie et son histoire. Cependant, le titre allemand rend mieux justice à l'essence du texte: « Die Schweiz ist anders – oder sie ist keine Schweiz mehr ». En français, il peut être reformulé ainsi : « La Suisse vit de ses spécificités – sans elles, elle n'existe plus ».

Si, pour une fois, l'auteur a fait traduire son livre, ce n'est pas uniquement en raison de son succès outre-Sarène, mais surtout parce qu'il estime que le temps presse. À force de s'aligner sur l'Union européenne (UE) et l'OTAN, la Suisse risque d'y perdre son âme. Concrètement, la reprise d'un droit étranger appliqué par un tribunal extérieur ébranle la démocratie directe, puisque le souverain ne pourrait plus librement s'opposer à des changements futurs. Et ce n'est là qu'un exemple.

Pour Widmer, l'identité suisse repose sur quatre piliers : la démocratie directe, le fédéralisme, la neutralité armée permanente – un clin d'œil à l'initiative sur laquelle nous aurons à nous prononcer – et le multilinguisme. Ces principes garantissent que le peuple ait le dernier mot, que les décisions soient prises au niveau local, que le gouvernement n'entraîne pas le pays dans des aventures périlleuses, et que l'équilibre entre les minorités historiques soit respecté.

Loin de se cantonner à des concepts abstraits, le diplomate plonge dans l'histoire pour éclairer la complexité originelle de son pays. Rien que par ses différentes appellations, notre pays intrigue : Suisse ? Confédération helvétique ? Helvétie ? Switzer-land ? Pourquoi parle-t-on de Banque nationale d'un côté et de Conseil fédéral de l'autre ? Ces spécificités trouvent leurs racines dans l'histoire.

Widmer raconte : « Ce qui s'est passé autour de 1300 dans la Suisse primitive est surprenant. Partout en Europe, les seigneurs étendaient leurs domaines territoriaux et créaient des États dynastiques verticaux. Pour la Suisse primitive, c'est l'inverse qui s'est produit. Des paysans se sont associés pour défendre leurs libertés. Or il ne s'agissait pas de libertés individuelles, mais de privilèges collectifs, obtenus par des communautés. Ces paysans exigeaient pour ce faire le droit de résistance, par la violence si nécessaire. (...) Ils voulaient être soumis à leurs propres lois. »

D'une alliance entre Confédérés est née cette Confédération, qui se transformera en une fédération de cantons. « C'est précisément la faiblesse de la structuration de son État qui fait la force de la Suisse en tant que nation. Ce rapport insolite entre État et nation constitue le paradoxe helvétique : l'un diminue, lorsque l'autre augmente. » Et d'ajouter : « On ressent souvent l'État comme un mal : un mal nécessaire, mais un mal », même si, de plus en plus, « c'est désormais l'administration qui impose ».

Derrière la formation de la Suisse, se cache une certaine vision anthropologique : celle d'un être humain responsable, formant une communauté déployant un certain mode de vie. Notre pays pourrait, s'il le souhaitait, modestement servir de modèle non seulement à ceux qui, même confusément, aspirent à la liberté, mais également pour une réforme de l'Union européenne ou pour restaurer la paix dans les régions qui aspirent à plus d'autonomie. Paul Widmer idéalise-t-il la Suisse ? On pourrait répondre que ce sont parfois des projections qui influencent l'Histoire, et que, pour une fois, la Suisse ne fait pas exception. —

1. Paul Widmer, L'identité suisse au défi, éditions des Syrtes, 2024.

• **LE BAPTÊME DES ENFANTS : POURQUOI UN NOURRISSON DOIT-IL ÊTRE BAPTISÉ ALORS QU'IL NE PEUT RIEN DIRE À CE SUJET ?** Dans le Baptême, les nourrissons sont incorporés au Christ, non par un acte de leur volonté, mais par l'intermédiaire des parrains et marraines, qui représentent l'Église et assument la responsabilité de l'éducation spirituelle de l'enfant. Les parents, bien sûr, doivent consentir au Baptême ; l'Église refuse de baptiser quelqu'un contre sa volonté ou de baptiser des enfants sans garantie qu'ils seront élevés dans la foi. Les parrains et marraines agissent en représentation de l'Église, et non des parents. Ils témoignent de l'incorporation du nouveau-né à la communauté du Christ.

On pourrait se demander : pourquoi un enfant doit-il être baptisé alors qu'il ne peut rien dire à ce sujet ? Dans ce cas, pourquoi devrait-il être nourri ? Lui demande-t-on

son avis sur le nom de famille qu'il portera ? S'il reçoit le nom de famille, le sort, la classe sociale et l'héritage de la famille, pourquoi ne devrait-il pas également recevoir la religion de cette famille ?

Dans notre société, nous n'attendons pas que les enfants aient vingt et un ans pour leur permettre de choisir s'ils veulent devenir citoyens américains ou s'ils souhaitent parler anglais. Ils naissent citoyens ; ainsi, dans le Baptême, nous naissons membres du Corps Mystique du Christ. Si l'on attend d'avoir vingt et un ans avant d'apprendre quelque chose sur sa relation avec le Seigneur qui l'a racheté, on aura déjà appris entre-temps un autre catéchisme : celui de ses passions, de sa concupiscence et de sa luxure.

(Fulton J. Sheen, *Les 7 Sacrements*, éditions Ares)

• **Dans les heures suivant son investiture, Donald Trump** a signé un décret demandant aux agences fédérales de suspendre le transfert futur de tout fonds, soutien ou ressource du gouvernement des États-Unis à l'OMS. En réponse, un porte-parole de l'organisation a exprimé depuis Genève l'espoir que les États-Unis pourraient « revoir leur position et s'engager dans un dialogue constructif ».

Le retrait des États-Unis, qui sont le principal donateur et partenaire de l'OMS, avait déjà été annoncé durant le premier mandat de Donald Trump en juillet 2020. Ce n'est qu'en janvier 2021 que Joe Biden a mis cette décision en suspens. Si des négociations avaient lieu, elles pourraient concerner les contributions des États membres, une critique majeure du

47e président américain qui déplore que son pays contribue dix fois plus que la Chine. Ironiquement, la Chine a rapidement manifesté son soutien à l'OMS par la voix de Guo Jiakun, porte-parole de sa diplomatie.

Antoine Flahault, professeur de santé publique à l'université de Genève et directeur de l'Institut de santé globale, note: « Nous observons un changement au sein des agences internationales. L'Occident et les États-Unis connaissent une diminution d'influence, ce retrait ne fait que confirmer cette tendance. Cela pourrait avoir des conséquences graves sur divers sujets tels que la santé ainsi que les droits des femmes et des minorités sexuelles. » Ce que Donald Trump sait parfaitement —



• **Le Conseil fédéral** doit immédiatement exercer son droit d'opposition conformément à l'art. 59 OIC et déclarer son refus des modifications (ce que l'on appelle l'opting-out) !

En modifiant le Règlement sanitaire international (RSI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit des interventions de grande envergure. Son directeur général peut déclarer de son propre chef une ur-

gence sanitaire mondiale et ordonner des mesures drastiques. Il y a des menaces : Lockdowns ; vaccination obligatoire ; quarantaine et isolement ; contrôle de l'information et censure

Tout cela aurait de graves conséquences pour la liberté de l'individu et pour la souveraineté de la Suisse. Nos droits seraient massivement limités.

Il faut également s'attendre à des coûts élevés pour les contribuables et les entreprises. L'OMS veut décupler son budget pour atteindre 30 milliards de dollars.

Politiquement, c'est là que le bât blesse : Si le Conseil fédéral ne déclare pas un opting-out d'ici le 19 juillet 2025, la Suisse en fera automatiquement partie. Et donc exposée au diktat de l'OMS sans pouvoir participer aux décisions. [Cliquez ici !](#)

**Conférence-débat à Lausanne**  
Mardi 28 janvier 2025 à 19h30

**Quelles inspirations pour une bonne santé au 21e siècle ?**

Au travers d'un entretien sur l'évolution de la médecine, deux professionnels de santé nous livrent leurs raisons d'espérer.



**Frédérique Giacomoni**  
Psychiatre à Rolle, vice-présidente du MFR, exerçant depuis 1996 principalement en cabinet privé après avoir été chef de clinique et médecin cadre, auteur d'un roman et d'articles sur des sujets variés.



**Pablo Buono**  
Médecin généraliste à Genève qui pratique une médecine holistique et fonctionnelle avec un accent particulier sur la micro nutrition et le microbiote intestinal.

Inscription obligatoire : [www.mouvement-federatif-romand.ch](http://www.mouvement-federatif-romand.ch)  
Tarif : 30.-/personne  
Adresse : 12 rue du Valentin, Lausanne



**Les conférences de réflexions libres**

**Nouveaux accords bilatéraux avec l'UE : quel avenir pour la Suisse ?**

Mardi 4 février 2025 à 19h30  
Via Valentin  
Rue du Valentin 12, 1004 LAUSANNE  
Inscription obligatoire : [www.mouvement-federatif-romand.ch](http://www.mouvement-federatif-romand.ch)  
Tarif : chf 30.-

respect  
Ouverture des portes jusqu'à 19h15



**François Schaller**  
Né en 1954 à Pully, il étudie l'agriculture à l'École cantonale de Marcellin avant d'obtenir son baccalauréat à 25 ans. Il poursuit avec un master en Lettres et un bachelier en science politique. Journaliste à l'Est-Éclair, à l'Éclair et à l'Écho, il devient rédacteur en chef de PME Magazine dans les années 2000, puis de L'Éclair dans les années 2010. Il écrit régulièrement des chroniques pour Le Temps et le Matin Dimanche.

intégrité

Suisse-UE : information et désinformation. Comment s'y retrouver dans un fleuve qui oppose la parole des uns à celle des autres ? François Schaller exposera un point de vue factuel avec son regard de journaliste.

éthique

Aujourd'hui, il s'agit d'agir.

Mouvement Fédératif Romand  
Hors parti politique au service des citoyens



**Métapolitique: comprendre le choc géopolitique global**

Pierre-Antoine Plaquevent va nous donner un panorama global de la situation actuelle: quels acteurs s'affrontent ? Quels sont leurs intérêts ? Quelle est leur idéologie ? Surtout, il va nous montrer qu'en ayant les bons outils méta-politiques nous ne sommes plus obligés d'être prisonniers de l'évènement: nous pouvons réfléchir à un temps plus long et entrevoir l'orientation des forces qui s'affrontent.

Mardi 28 janvier 2025, 19h30  
Salle Jean-Marie Vianny  
1 bis rue de Gex  
01210 Ferrey-Voltaire

Inscription obligatoire : [reflexionlibre13@gmail.com](mailto:reflexionlibre13@gmail.com)

**Pierre-Antoine Plaquevent**



Ecrivain et analyste politique, il est l'auteur des livres : "Sors et la société ouverte: métapolitique du globalisme"; "Globalisme et dépopulation"; "Société ouverte contre Eurasie" ...

Spécialisé dans les domaines de la guerre cognitive, de la métapolitique et de la géopolitique, il dirige le think tank Strategika et la lettre d'information Polemos.

reflexionlibre13@gmail.com

## Suisse-UE : «Le moment ne pouvait pas être plus mal choisi.»

Entretien avec Tobias Straumann, historien de l'économie, Université de Zurich (*Weltwoche*, 16 janv. 25, parenthèses ajoutées à la traduction).

« Je suis clairement contre l'accord prévu avec l'UE. Il ne me convainc pas. La Suisse perdrait sa souveraineté et deviendrait de fait un membre passif de l'UE. (...) Je ne comprends pas pourquoi la Suisse n'a pas attendu plus longtemps, après le rejet de l'accord-cadre par le Conseil fédéral en 2021, pour mieux se rendre compte à quel point il serait mauvais de s'en tenir à la situation actuelle. Quelques coups d'épingle de Bruxelles ont suffi pour que Berne se remette à négocier.

«En tant que professeur à l'Université de Zurich, je suis préoccupé par le fait que la Suisse ait été privée d'association au programme de recherche Horizon. Mais ce n'est pas une crise grave. (...) Ce qui est arrivé au secteur des technologies médicales (privées d'homologations à partir de la Suisse) est aussi très révélateur. (...) Les entreprises ont bien su s'adapter. (...)

«Les accords bilatéraux sont certainement bénéfiques pour la Suisse, mais personne ne sait exactement ce que cela signifierait s'ils disparaissaient. L'idée selon laquelle l'économie suisse pourrait connaître un déclin spectaculaire dans le commerce transfrontalier est certainement fautive. L'économie suisse est étroitement liée à celle des pays voisins depuis des siècles. Des relations économiques transfrontalières étroites ont survécu à d'innombrables guerres, crises et récessions.

«(Certains dirigeants économiques) veulent appartenir à quelque chose. Ils ont peur de passer à côté (...). En 1992, après le rejet de l'EEE, il était compréhensible qu'on ait craint un déclin de l'économie suisse. À cette époque, l'UE était un projet dynamique tourné vers l'avenir. Mais aujourd'hui ? (...) Le moment ne pouvait pas être plus mal choisi pour que la Suisse se rapproche de l'UE.

«Le marché intérieur de l'UE n'existe que depuis les années 1990, mais la Suisse est l'un des pays les plus prospères du continent depuis plus de cent ans. À la fin des années 1990, la reprise était déjà bien engagée lorsque les négociations bilatérales avec l'UE ont atteint une étape significative (Accords sectoriels I). Voilà une légende qui revient sans cesse : la Suisse aurait été coincée dans une récession, et n'a pu s'en sortir que grâce au premier paquet bilatéral. Cela ne correspond pas aux faits de l'histoire économique.

«Je ne pense pas que l'accord ait une chance d'être adopté dans les urnes. Le groupe de partisans est trop petit. Tous les partis, à l'exception des Verts libéraux, sont divisés. Un rapprochement plus poussé avec l'UE ne serait réaliste que si la Suisse devait connaître un déclin économique dramatique dans les années à venir. » — (X - 17 janvier 2025)

François  
**SCHALLER**

## Humour, Arcinfo participe à la diversité médiatique

On sait que le quotidien neuchâtelois Arcinfo ne va pas fort. Son biais gauchiste systématique fait fuir les abonnés les plus assidus. Cela ne fait pas les affaires de l'actionnaire principal dont le but n'est pas d'informer mais de se remplir les poches. Il n'est pas le seul, personne n'a jamais prétendu qu'un organe de presse relevait de l'œuvre caritative. Là où le bât blesse, c'est lorsque le Conseil d'Etat se propose d'apporter une aide étatique à Arcinfo et à deux médias électroniques. Le gouvernement reprend le discours brandi par ceux que la médiocrité condamne aux poubelles de l'Histoire face au dynamisme des réseaux sociaux. Morceaux choisis :

«Le fonctionnement d'une société démocratique repose sur la possibilité de former librement son opinion ». La diversité médiatique permet « l'exercice de la citoyenneté », assurant « la population d'être tenue informée de manière exhaustive », essentiel à l'heure « de la dissémination de fausses nouvelles, notamment sur les plateformes numériques ». Arcinfo acteur de la diversité médiatique ! Ce triste canard veille à ce que jamais nulle opinion autre que pro-européenne ne puisse s'exprimer, que jamais le moindre doute quant à l'enrichissement culturel ne soit émis et que seules les questions de genres soient à l'honneur.

C'est cela ce qu'Arcinfo entend par diversité médiatique. Une sélection orientée politiquement de sujets auquel la plèbe peut accéder, respectivement de thèmes à fuir à vitesse grand V, genre indépendance de la Suisse, neutralité, sécurité et autres préoccupations auxquelles seul le vulgaire peut s'intéresser.

Comme le lecteur ne suit plus, il faut faire usage de l'argent du contribuable pour lui faire entrer de force les bonnes pensées dans le crâne. Nul doute que ce projet trouvera enthousiaste accueil au sein du monde politique neuchâtelois dont les options générales correspondent pile-poil à ce propose Arcinfo.

En pratique, la classe politique entend garder l'électeur sous contrôle en tant que client captif d'une presse unilatérale. Mais l'information est libre. Et quand d'aucuns évoquent « la dissémination de fausses nouvelles, notamment sur les plateformes numériques, » ils ne font qu'admettre que l'information libre leur fait peur.

Avec les plateformes numériques, l'information ne dépend plus exclusivement d'Arcinfo. Ce n'est pas un hasard si les partis patriotes ont le vent en poupe, ils peuvent enfin présenter leur façon de voir sans dé-

formation journalistique aucune. Avec les succès que l'amour du pays obtient parmi les nations, la pensée indépendante est en marche, ce ne sont pas quelques deniers à Arcinfo qui inverseront l'irrésistible triomphe de l'information libre.

Ah, et pendant que j'y pense, l'aide étatique sera limitée à deux ans, le temps aux médias de finaliser la transition numérique afin de construire un modèle d'affaires durable. Depuis que les réseaux sociaux existent, Arcinfo aurait pu s'y mettre. Mais il s'y refuse, sachant que le succès ne sera pas au rendez-vous. Sur le marché libre, la qualité est une exigence. — (FB - 16 janvier 2025)

Yvan  
**PERRIN**

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1  
Bénéficiaire :  
**Perspective catholique**  
1203 Genève



## Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

*Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)  
D'avance, nous vous remercions*

[www.perspectivecatholique.ch](http://www.perspectivecatholique.ch)